

Prologue

— Bon, Romain, il faut se décider... Comment on fait avec Macron : à l'Élysée ou pas ?

Face à la caméra de Romain Goupil, son complice de toujours, Daniel Cohn-Bendit, député européen, doit résoudre un dilemme : quel est le meilleur endroit pour interroger le président de la République ? Les deux réalisateurs ne sont pas d'accord et ferraillent.

Nous sommes dans un café de Francfort, un jour d'octobre 2017. L'échange est passionné entre les deux anciens leaders de Mai 68, qui tournent un film¹ sur la France et l'Europe après l'élection d'Emmanuel Macron. Leurs arguments sont filmés en temps réel, façon *making of*.

— À l'Élysée, on pose la question de la solitude du pouvoir, avance Cohn-Bendit.

— Dans ce cas, on perd toute l'insolence du film, rétorque Goupil.

— Cinquante ans après 68, la seule chose que je ne ferais pas, c'est d'aller voir le président ? s'insurge Cohn-Bendit.

Un troisième homme, que nous fait découvrir un plan large, suit avec attention les duettistes. Son regard

1. Daniel Cohn-Bendit, Romain Goupil, extrait de *La Traversée*, Siècle Productions, diffusé sur France 5 en mai 2018.

va de l'un à l'autre, tel le spectateur d'un match de tennis : Emmanuel Macron en personne écoute les deux compères se disputer au sujet de sa future interview. Le nouveau président a accepté de se prêter au jeu et, pour la première fois, joue son propre rôle dans un film. L'air malicieux, il intervient pour départager les deux camarades :

— Ce qu'on peut faire, c'est le rencontrer dans un café. Après tout, c'est vrai qu'on ne va pas faire cinquante-deux minutes... Mais prendre un café à Francfort, c'est un clin d'œil pour quelqu'un qui a mis le désordre – pour ne pas dire autre chose – dans les universités il y a cinquante ans en France, non ?

Daniel Cohn-Bendit se tourne vers le président de la République et s'adresse directement à lui :

— Mon problème est que la France est un pays [...] qui se veut horizontal et qui a besoin de verticalité. Et toi, Emmanuel, tu as théorisé la verticalité !

— C'est vrai... Mais pas seulement. La France est un pays dont la culture est catholique. Après, il s'est mélangé avec d'autres, c'est devenu largement une culture judéo-chrétienne, et puis chaque religion a trouvé sa place, avec parfois des relations traumatisées et que je voudrais apaiser avec la religion musulmane. L'État est devenu laïque, la société ne l'est pas. Pourtant, dans les fondamentaux de notre société, il y a quelque chose d'ecclésial, il y a une hiérarchie. Pour autant, je ne sais pas qui possède la vérité de la France. Et ce n'est certainement pas à l'Élysée que l'on a la vérité de la France. »

Jamais encore Emmanuel Macron n'avait exposé aussi crûment son projet de société. Face aux deux trublions de Mai 68, la scène que je visionne est savoureuse. Le chef de l'État n'a pas vécu cette période. Né en 1977, il

n'a pas scandé : « Sous les pavés, la plage ! » Les pavés qui ont occupé ses plages de lecture étaient des rapports de l'Inspection des finances entre autres lectures austères.

Alors même qu'à lieu cette discussion, l'Élysée dément une information parue dans la presse selon laquelle le président songerait à commémorer le cinquantenaire de Mai 68. L'année 2018 est en effet propice à célébrer plusieurs anniversaires : la Constitution de 1958, la fin de la Grande Guerre... et la révolte étudiante. La réflexion a bien eu lieu, mais Emmanuel Macron a tranché : pas question de commémoration officielle des barricades et de la France bloquée, d'autant qu'un bras de fer avec les syndicats de cheminots est à l'agenda du printemps.

Quant à cette réflexion filmée dans un café en Allemagne, elle s'inscrit moins dans une célébration de Mai 68 qu'elle ne confirme une méthode : pour transformer le pays, Emmanuel Macron – dont le livre-programme s'intitulait *Révolution*¹ – s'interdit d'interdire. Mais il entend instaurer une République autoritaire afin – selon sa formule – de « remettre les choses à l'endroit ».

Pour lui, les trois dernières décennies riment avec gâchis et veulerie. Les occasions manquées ou escamotées d'imposer les changements nécessaires sont légion. Emmanuel Macron en veut aux générations de politiques qui ont maintenu les Français dans un état de léthargie, dans le seul but de pérenniser un système endogamique. On leur avait fait croire que la France avait gagné la guerre et que le monde entier enviait le paradis social français. Alors que les nuages

1. XO Éditions, novembre 2016.

s'amoncelaient, les grands-prêtres continuaient de promettre des beaux jours.

Mais «le temps de la névrose est fini», assène Emmanuel Macron¹. Des années d'alternance ont échoué à juguler les maux français : le chômage structurel, le déficit public, le manque de compétitivité, les faiblesses du «roman» républicain. Le nouveau président assigne une mission aux experts et aux technocrates : réussir là où ont échoué les politiques, ces représentants d'un monde qu'il n'aime guère.

Dès son installation à l'Élysée, il se rend cependant à l'évidence : son quinquennat prendra l'allure d'une course contre la montre. Depuis dix ans, le volontarisme politique semble dépassé par les transformations d'un monde en perpétuelle évolution. Les mutations technologiques, culturelles, sociétales, environnementales et économiques, organisées autour de la révolution numérique, ont changé la nature du pacte social et des relations entre individus. Or, quoique nombre d'ouvrages et d'études aient annoncé depuis longtemps ces changements profonds, les responsables politiques sont restés sourds aux avertissements.

Je me souviens encore de ma stupéfaction devant l'exposé de Nicolas Sarkozy, en 2015, balayant d'un revers de main l'information selon laquelle les Chinois s'équipaient de milliers de robots concepteurs de systèmes : «Aucune signification.» Pour l'ancien président – qui a toujours entretenu un rapport distant avec les

1. Rencontre avec les journalistes de l'APP (Association de la presse présidentielle), 13 février 2018. Le président évoquait la gouvernance de l'audiovisuel public, mais la formule s'applique aussi bien à d'autres secteurs.

nouvelles technologies –, point de salut hors l'ancienne organisation industrielle.

François Hollande a eu l'intuition qu'il convenait d'acter ce changement majeur. Au début de son quinquennat, il lançait les trente-quatre « Chantiers de l'innovation » et conversait avec le robot Nao à l'Élysée. Manuel Valls, de son côté, a commandé un rapport sur l'intelligence artificielle en 2016.

Élu président, Emmanuel Macron n'échappe pas au constat : la société change plus vite que l'action publique. En outre, il subit la justesse de son diagnostic : la révolution du numérique fait émerger une société interactive, planétaire, émancipée de la crainte du pouvoir politique. Dès son arrivée à l'Élysée, il place le mathématicien Cédric Villani, élu député LREM, à la tête d'une commission sur l'incursion de l'intelligence artificielle dans la vie quotidienne.

La société technolibérale, un des piliers de la révolution macroniste, est donc en marche. Mais comment la réguler ? Le puissant mouvement de libération de la parole des femmes, les « affaires » Hulot et Darmanin attestent des soubresauts qui agitent l'action publique, charriant leur lot d'instrumentalisations inhérentes à toute avancée technologique. L'arène des réseaux sociaux permet une transparence plus que souhaitable, mais elle bouleverse les comportements et agit comme un révélateur des failles de la société : si un tweet est jugé plus efficace qu'une main courante et si toute plainte doit déboucher sur une démission, c'est bien le signe qu'il est nécessaire d'apprendre à gérer la sensibilité médiatique, avec tous les risques que cela comporte en termes de manipulation des foules. En fustigeant ceux qui voudraient installer une « république du soupçon », Emmanuel Macron

met l'accent sur les possibles dérives du numérique, l'un des volets de son projet de transformation économique du pays.

Corollaire de cette révolution : l'accélération des destructions d'emplois. Malgré ses déclarations péremptives, la grande peur de l'exécutif est d'être victime de l'entre-deux dans lequel est entrée la France : la vieille économie n'est pas à l'agonie, la nouvelle n'est pas encore ingambe. « On ne peut empêcher la transformation économique, sinon la situation se retournera contre les salariés », martèle Emmanuel Macron¹ lorsqu'on évoque les nombreux plans sociaux en préparation, au nom justement de la transformation économique.

Son quinquennat risque donc d'être pris entre deux feux et d'en subir le contrecoup politique. Tel est le danger que le président tente de juguler. Pour cela, il n'a d'autre solution que d'accélérer encore le tempo. Et de croire en sa bonne étoile : « Il faut avoir la foi quand on veut agir sur l'économie. C'est une science morale avant tout². »

L'offensive générale de la transformation se poursuit sur un ton qui se durcit. L'échange sans aménité d'Emmanuel Macron avec les paysans, au Salon de l'agriculture de 2018, n'est qu'un exemple supplémentaire du pouvoir autoritaire qu'il met en place. L'Élysée multiplie les signaux, afin que nul ne doute que le gouvernement ne relâche pas la pression. Il fait savoir qu'il recourra aux ordonnances pour imposer sa réforme de la SNCF. La communication est mobilisée, telle l'aviation préparant le terrain à l'infanterie. Il faut raconter aux Français que la détermination ne faiblit pas au sommet.

1. Rencontre avec les journalistes de l'APP, 13 février 2018.

2. *Idem*.

L'objectif est inédit : donner aux experts le soin de transformer le pays à marche forcée, alors que la droite et la gauche, au gré des alternances depuis plus de trente ans, ont échoué ou reculé devant les enjeux, de crainte de perdre les élections.

Emmanuel Macron n'a pas tardé à envoyer les signaux aux élus. Réforme du droit d'amendement, diminution du nombre de parlementaires, réduction des dotations aux collectivités : ce ne sont là que les premières décisions d'un pouvoir qui entend renforcer considérablement l'autorité de l'État. La jeunesse du président, sa volonté de changer de méthodes rencontrent l'assentiment de nombreux Français désireux de voir le pays sortir de la crise. Mais à quel prix ? Autorité restaurée ou autoritarisme ? Certains pointent les prémices d'une emprise de la technocratie, au détriment de la démocratie. Ce renouvellement de la politique, selon eux, reviendrait à s'en dispenser, faute de pouvoir efficacement améliorer le sort individuel et collectif des Français.

Le mouvement En Marche ! lancé par l'ancien ministre de l'Économie de François Hollande portait son projet dans ses initiales, « E. M. », celles du président arrivé par « effraction¹ » au sommet de l'État en 2017. Ce livre vous invite dans les coulisses de ce spectacle qui pourrait avoir pour titre « Emmanuel Macron au pouvoir ». Ou comment le « candidat 2.0 » est devenu le président « un point c'est tout » : telle est la devise de la démocratie de fer que le président met en place pour les cinq années à venir.

1. Selon son propre terme devant les journalistes de l'APP, le 13 février 2018.

1

DEPUIS CETTE PYRAMIDE, UN PRÉSIDENT DE 39 ANS VOUS CONTEMPLER

« PLS! Position latérale de sécurité. » En langage marcheurs: alerte rouge!

Dans quelques jours, l'ancien ministre de l'Économie de François Hollande sera à la tête du pays. Pourtant, la vraie bataille ne fait que commencer.

Ce jeudi 4 mai 2017, au QG d'Emmanuel Macron, on sonne le tocsin. La guerre est déclarée avec la Mairie de Paris. Emmanuel Macron n'a pas de lieu où célébrer, dans la capitale, sa conquête éclair du pouvoir. Anne Hidalgo, retranchée dans son fortin, pose son veto: pas question d'autoriser Macron à fêter sa victoire sur le Champ-de-Mars, officiellement pour cause de visite du Comité olympique.

Ce matin-là, dans la *war room* décatie aux allures de siège de mouvement de jeunesse, un plan de la capitale est étalé. On recherche un terrain susceptible d'accueillir un rassemblement de plusieurs milliers de personnes. Autour de la table, le noyau dur de la start-up macroniste: Benjamin Griveaux, Julien Denormandie, Sylvain Fort, Sibeth Ndiaye, Stéphane Séjourné, Ismaël Emelien. Des rejetons strauss-kahniens, une équipe de geeks et de

premiers de la classe, surdiplômés et sûrs d’eux-mêmes. Il faut dire qu’ils possèdent quelques motifs de fierté : ils ont dynamité le monde politique français...

Pour le soir de la victoire, la consigne du futur président est simple, telle qu’il me l’a formulée une semaine auparavant, le 25 avril, lorsque je l’ai croisé dans un restaurant parisien, le Lily Wang, non loin des Invalides : « Je veux un endroit jamais utilisé par un autre président. » Le candidat sortait du « 20 heures » de France 2. Lui et sa femme Brigitte goûtaient quelques instants de repos en tête à tête, dans le fond de la salle. Trituré sur son programme par David Pujadas, il s’était en outre évertué à éteindre l’incendie déclaré le soir du premier tour, suite à la soirée offerte à ses guérilleros à La Rotonde, une brasserie du boulevard Montparnasse¹. Ce soir, il est plus détendu. « Il a fallu gérer les vedettes, ils se sont envoyé des SMS et ont annoncé leur venue. Je n’ai rien pu faire », me dit Emmanuel Macron le 25 avril. Même si les « stars » ont été, en réalité, bel et bien invités, la peccadille a viré au péché originel avec cette outrance qu’affectionne souvent une partie de la presse, dans un remake virtuel de la nuit du 4 août 1789. La blessure d’amour-propre mettra du temps à cicatriser et ravive sa colère contre les journalistes. « On venait de réaliser le plus bel exploit politique depuis le début de la V^e et les “baltringues” voulaient seulement

1. Le soir du premier tour, Emmanuel Macron et ses proches se rendent au restaurant La Rotonde pour célébrer sa qualification au second tour. Un échange tendu s’ensuit avec un journaliste de l’émission Quotidien : « La Rotonde, c’est votre Fouquet’s ? » La question provoque la colère d’Emmanuel Macron : « Moi, je n’ai pas de leçon à recevoir du petit milieu parisien », rétorque-t-il sèchement.

savoir si on avait fait le Fouquet's!», s'emporte des mois plus tard un proche du président Macron.

Il est vrai que, le 22 avril 2017, les marcheurs ont décidé de fêter le succès d'un projet jugé insensé un an et demi auparavant. Quelques « couillons » incroyables – pour reprendre le terme régulièrement utilisé par Benjamin Griveaux, l'un des fondateurs du mouvement En Marche! – avaient écouté, excités et stupéfaits, le ministre de l'Économie détailler son objectif secret : voler le feu de François Hollande, s'emparer du pouvoir. En l'espace de quelques mois, les ravis de la crèche s'étaient métamorphosés en conquérants tout-puissants, sollicités par les journalistes du monde entier, courtisés par les caciques d'un système vitrifié. La déflagration de la « bombe à Macron-neutrons » faisait des ravages. Tandis que les deux partis de gouvernement se transformaient en radeaux de *La Méduse*, le paquebot des médusés – les journalistes – débordait de passagers. Désormais, les « couillons », c'était nous. En tout cas – aux yeux des macronistes –, ceux qui s'étaient montrés sceptiques, critiques, voire ironiques face aux ambitions présidentielles de l'impétrant étaient marqués du sceau d'une tenace réprobation car ils avaient cédé aux sirènes de la pensée conformiste.

J'ai fait partie de cette cohorte.

Instruit par l'observation des conquêtes politiques impatientes¹, jonchées d'obstacles et de cadavres, plongé depuis des années dans les grimoires des congrès et les cadastres des baronnies, j'avais le plus grand mal à concevoir comment une opération de questionnaire au porte-à-porte, à l'échelle du pays, avait une quelconque chance de se terminer devant les grilles de l'Élysée. « Toc,

1. Cf. Michaël Darmon, *Sarko Star*, Éditions du Seuil, 2004.

toc, bonsoir madame, bonsoir monsieur, désolé de vous déranger chez vous, auriez-vous quelques minutes à nous consacrer, c'est à propos d'une révolution : quels sont vos souhaits de changement ? »

Imagine-t-on un démarcheur devenir président de la République ? Jamais de la vie !

J'écoutais néanmoins avec intérêt et surprise l'enthousiasme visionnaire et déterminé d'un ami, partageant sa vie professionnelle entre Londres et Paris, qui m'expliquait au printemps 2016 : « Le prochain président sera Macron. Valls et Hollande n'ont aucune chance. Ils sont dépassés et tu verras : Macron va démissionner, lancer son parti et gagner l'élection présidentielle. C'est dingue que vous ne le compreniez pas, vous, les journalistes politiques ; c'est pourtant sous vos yeux ! »

À l'entendre, la routine aveuglait les observateurs. De mon côté, toujours sceptique mais moins catégorique, je glanais durant l'été 2016 plusieurs informations confidentielles confirmant pourtant les prédictions de mon ami : obligé de repousser sa sortie du gouvernement pour cause d'attentat sur la promenade des Anglais, le ministre de l'Économie multipliait les rencontres discrètes et les confidences sur sa situation désormais intenable. « À Bercy, c'est la guerre avec Sapin, qui somme les équipes de choisir leur camp. Et il m'assèche, je n'ai plus aucune information, confiait Emmanuel Macron à un important acteur économique à cette époque. De toute manière, ma décision est prise : en septembre, je sors du gouvernement et je prépare ma candidature. »

Au début de l'année 2017, Benjamin Griveaux, alors l'un des porte-parole en vue des marcheurs, m'a livré sa réflexion sur la percée immédiate de la candidature Macron : « Nous sommes là par la grâce d'une fulgurance. Emmanuel a été le premier et le seul à deviner

le tsunami en formation qui allait déferler sur le vieux monde politique. Au printemps 2016, il nous a dit : “On sort du gouvernement, on ne s’approche pas des primaires, ils seront tous balayés.” »

De fait, de Dufflot à Valls en passant par Sarkozy, c’est exactement ce qui s’est passé. Après un moment de sidération, vint la colère chez les défaits. Dans les flots de commentaires et d’analyses sur une période de la vie politique fatale aux superlatifs, je garde en mémoire celui du député socialiste Luc Carvounas, vallsiste devenu carvouniste : « On nous a dit : “Ne vous en faites pas pour la présidentielle ; là-haut, au Château et à Solférino, ils ont les meilleurs stratèges, les champions de la guerre politique. Ils ont pensé à tout, vous allez voir.” Et puis un collaborateur a pris le pouvoir avec trois cent soixante mille clics. » Derrière l’humour dépité de Carvounas, tout est dit. Valls, le prophète désenchanté, avait pourtant prévenu depuis Matignon : « Macron n’a aucun code. Ça va être un carnage. »

Gospel républicain

C’est au meeting En Marche ! à Lyon, en mars 2017, que je comprends ce que nous réserve cette campagne présidentielle.

Ce rassemblement de supporters venus des quatre coins de la région dans la deuxième ville de France agit comme un révélateur photo : l’épreuve, floue jusque-là, devient un cliché net à travers les mouvements de la foule. Plusieurs milliers de participants mi-curieux mi-séduits, Français de la classe moyenne incluse, issus d’horizons multiples, font un triomphe au discours d’Emmanuel Macron, articulé sur les techniques du